

REGARDS SUR L'ÉDUCATION 2013 : POINTS SAILLANTS POUR LE CANADA

Regards sur l'éducation est un rapport annuel publié par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et portant sur un ensemble d'indicateurs comparables à l'échelle internationale.

Ces indicateurs offrent aux pouvoirs publics la possibilité d'étudier leur système d'éducation à la lumière des résultats des autres pays et, associés aux comptes rendus des politiques de l'éducation que l'OCDE publie pour chaque pays, ils servent à les guider dans la mise en œuvre et le suivi de leurs travaux de réforme.

Regards sur l'éducation répond aux besoins d'information d'un large éventail de lecteurs : des décideurs soucieux de tirer des enseignements politiques aux chercheurs en quête de données pour approfondir leurs analyses, en passant par l'opinion publique désireuse de savoir dans quelle mesure les écoles de son pays réussissent à former des élèves et des étudiants de classe internationale. Cette édition s'intéresse à la qualité des résultats de l'éducation, aux leviers politiques et aux circonstances qui conditionnent ces résultats, ainsi qu'aux diverses formes de rendement privé et social généré par les investissements dans l'éducation.

Regards sur l'éducation est le fruit d'une longue et intense collaboration entre les gouvernements des pays de l'OCDE, les experts et institutions qui participent au programme des indicateurs des systèmes d'enseignement de l'OCDE (INES) et le Secrétariat de l'OCDE¹.

Les données pour *Regards sur l'éducation* proviennent de diverses enquêtes nationales. Les données pour les indicateurs au chapitre D sont recueillies par les ministères de l'Éducation des provinces/territoires; elles sont combinées de façon globale pour l'ensemble du Canada selon des méthodologies convenues. Des représentantes et représentants du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) [CMEC] et de Statistique Canada fournissent à l'OCDE des commentaires et des suggestions sur la comparabilité des données à l'échelle internationale et sur les versions provisoires des documents destinés à *Regards sur l'éducation*.

Pour certains des indicateurs de *Regards sur l'éducation*, on fournira des données à l'échelle provinciale/territoriale dans le cadre du document intitulé *Indicateurs de l'éducation au Canada : une perspective internationale*, à paraître en décembre 2013.

¹ Avant-propos de *Regards sur l'éducation 2012 : Les indicateurs de l'OCDE* (p. 3), extrait tiré de http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oecd/education/regards-sur-l-education-2012_eag-2012-fr

Indicateur A1 – Quel est le niveau de formation de la population adulte?

- Le Canada a la proportion la plus élevée d'individus âgés de 25 à 64 ans ayant fait des études tertiaires (études collégiales ou universitaires) parmi les pays de l'OCDE.
 - Le Canada a la proportion la plus élevée de diplômées et diplômés collégiaux (25 p. 100).
 - Au Canada, environ une personne sur quatre dans ce groupe d'âge (27 p. 100) détient un titre universitaire. À l'exception de la Norvège (35 p. 100), des États-Unis (31 p. 100) et d'Israël (30 p. 100), les autres pays sont soit dans une situation semblable à celle du Canada (à un ou deux points près) soit à un niveau inférieur au Canada pour ce qui est du nombre de titres universitaires.
- Pour les plus jeunes (individus âgés de 25 à 34 ans), le Canada se situe au 15^e rang pour ce qui est du pourcentage d'individus ayant fait des études universitaires. Le Canada est, avec le Japon et la Corée, en tête des pays de l'OCDE pour ce qui est des études collégiales.
- Au Canada, chez les individus âgés de 25 à 34 ans, il y a nettement plus de femmes (65 p. 100) que d'hommes (49 p. 100) ayant un titre du tertiaire. Ceci est vrai dans la plupart des pays de l'OCDE, mais le phénomène n'y a pas nécessairement la même ampleur.

Indicateur A2 – Combien d'élèves devraient terminer leurs études secondaires?

- Le taux d'obtention du premier diplôme indiqué par l'OCDE correspond au pourcentage, dans la population totale, d'individus obtenant un titre dans une école secondaire pour la première fois dans leur vie. On peut interpréter ce taux comme indiquant la probabilité qu'un individu obtienne un diplôme du secondaire à un moment ou à un autre dans sa vie, en supposant que les conditions actuelles relatives à l'obtention du diplôme restent toutes les mêmes. Il convient de ne pas confondre ce taux avec le taux d'obtention du diplôme selon le sens qu'on donne généralement à ce terme au Canada, puisque, dans ce dernier cas, il s'agit du nombre d'élèves ayant entamé un programme qui le terminent avec succès.
- Il convient de faire preuve de soin quand on effectue des comparaisons à l'échelle internationale, parce qu'il existe des différences systémiques, par exemple dans la façon dont on rend compte des données sur les programmes de formation professionnelle, qui peuvent affecter les pourcentages indiqués. En outre, certains pays ont deux niveaux d'achèvement dans leur système d'enseignement secondaire, qui permettent aux élèves qui n'achèvent pas le programme dans son intégralité de recevoir malgré tout un titre et de devenir ainsi des diplômées ou diplômés. Au Canada, seuls les élèves ayant achevé leur 12^e année (11^e année au Québec) sont inclus.
- Avec son pourcentage de 85 p. 100, le Canada se situe au-dessus de la moyenne de l'OCDE et se situe à la moyenne des pays européens. Le taux équivalent aux États-Unis est de 77 p. 100.

Indicateur A3 – Combien d’élèves devraient terminer leurs études tertiaires?

- Le taux d’obtention du premier diplôme indiqué par l’OCDE correspond au pourcentage, dans la population totale, d’individus obtenant un titre du tertiaire pour la première fois dans leur vie. On peut interpréter ce taux comme indiquant la probabilité qu’un individu obtienne un diplôme du tertiaire à un moment ou à un autre dans sa vie, en supposant que les conditions actuelles relatives à l’obtention du diplôme restent toutes les mêmes. Il convient de ne pas confondre ce taux avec le taux d’obtention du diplôme selon le sens qu’on donne généralement à ce terme au Canada, puisque, dans ce dernier cas, il s’agit du nombre d’élèves ayant entamé un programme qui le terminent avec succès.
- Le taux au Canada pour les diplômées et diplômés d’études universitaires (niveau 5A, premier diplôme) est de 35 p. 100, contre 39 p. 100 pour les États-Unis, 40 p. 100 en moyenne pour l’OCDE et 41 p. 100 pour les pays européens.
- Le taux au Canada pour les diplômées et diplômés d’études collégiales (niveau 5B, premier diplôme) est de 18 p. 100, contre 12 p. 100 pour les États-Unis, 11 p. 100 en moyenne pour l’OCDE et 9 p. 100 pour les pays européens. Il y a eu une baisse du taux entre 2009 et 2010 en raison de l’affinement de la prise en compte des programmes canadiens dans la CITE, qui a fait que certains programmes ont été comptabilisés comme relevant du niveau CITE 4 au lieu du niveau CITE 5B. (La CITE est la classification internationale type de l’éducation, dont l’OCDE se sert pour les comparaisons à l’échelle internationale.)

Indicateur A4 – Combien d’étudiantes et étudiants terminent leurs études tertiaires?

- Cet indicateur ne comprend pas de données pour le Canada.

Indicateur A5 – Dans quelle mesure le niveau de formation affecte-t-il la participation au marché du travail?

- Dans les pays de l’OCDE, le taux d’emploi le plus élevé concerne les individus ayant fait des études tertiaires; et ce sont également ces individus qui ont le plus de chances d’avoir un emploi à temps plein. C’est chez les individus ayant fait des études tertiaires que les différences entre les sexes en matière d’emploi sont les plus faibles et c’est chez les individus n’ayant pas terminé le deuxième cycle du secondaire que les différences entre les sexes en matière d’emploi sont les plus fortes. Ces tendances sont également vraies au Canada.
- Les données disponibles pour la période allant de 2008 à 2011 montrent que le taux de chômage au Canada pour les individus âgés de 25 à 34 ans est passé de 4,3 à 5,4 p. 100 pour ceux qui avaient fait des études tertiaires et de 12,9 à 15,5 p. 100 pour ceux qui

n'avaient fait que des études secondaires partielles. Ceci signifie que le niveau d'études offre une « protection » importante contre l'augmentation du chômage.

- Le niveau de formation élevé au Canada noté dans l'indicateur A1 (57 p. 100 des membres de ce groupe d'âge ayant un titre du tertiaire) signifie que, au Canada, il y a un grand nombre de jeunes qui sont moins affectés par la récession que dans les autres pays de l'OCDE, où la proportion d'individus ayant fait des études tertiaires est moins élevée.

Indicateur A6 – Quel avantage financier le niveau de formation procure-t-il?

- Par rapport aux revenus des diplômées et diplômés du secondaire, il y a eu, entre 2000 et 2011, une baisse de l'avantage financier pour les adultes ayant une formation du tertiaire au Canada, en Finlande, en France, en Nouvelle-Zélande, au Portugal, en République slovaque, en République tchèque, au Royaume-Uni, en Slovénie et en Suède. Au Canada, l'avantage financier que procure ce niveau de formation est stable depuis 2007 et se situe à environ 39 p. 100 pour les adultes ayant fait des études tertiaires.
- En Autriche (16 p. 100), au Canada (18 p. 100) et en Grèce (28 p. 100), plus de 15 p. 100 des individus ayant un grade tertiaire de catégorie A ou un grade obtenu dans un programme de recherche avancée se retrouvent dans la catégorie des gains financiers les plus faibles (se situant à la moitié de la médiane ou plus bas). En Allemagne, au Danemark, aux États-Unis, en Finlande, en Irlande et en Italie, la proportion de membres du même groupe auxquels la même situation s'applique se situe entre 13 et 14 p. 100.

Indicateur A7 – Quels sont les facteurs qui incitent à investir dans l'éducation?

- Cet indicateur évalue les avantages de la formation pour l'individu sur le plan économique, en faisant une estimation de la valeur financière nette, sur toute la durée de vie, d'un niveau de formation supérieur, avec prise en compte des coûts et des avantages directs et indirects pour celles et ceux qui parviennent à ce niveau de formation. Il s'agit d'un indicateur complexe et l'OCDE note qu'il convient de faire preuve de prudence quand on évalue la rentabilité de l'investissement dans l'éducation dans différents pays.
- Pour un homme canadien, l'avantage sur le plan privé lié à des études tertiaires par rapport à un diplôme d'études du secondaire ou de l'enseignement professionnel est de 169 217 dollars; pour une femme canadienne, l'avantage sur le plan privé est de 130 780 dollars. L'avantage sur le plan public est de 69 283 dollars pour un homme et de 53 433 dollars pour une femme. (Ces montants sont tous en dollars américains, avec parité des pouvoirs d'achat.)

Indicateur A8 – Quelles sont les retombées sociales de l'éducation?

- Au Canada, en Estonie, aux États-Unis, en Hongrie, en Norvège, en Nouvelle-Zélande, en Pologne, en République tchèque et au Royaume-Uni, les adultes ayant fait des études tertiaires au moins partielles sont deux fois moins nombreux à être des fumeuses ou fumeurs aujourd'hui que les adultes n'ayant fait que des études secondaires partielles.
- Les adultes ayant fait des études tertiaires sont également nettement moins susceptibles de souffrir d'obésité que ceux qui n'ont fait que des études secondaires partielles.

Indicateur B1 – Quel est le montant des dépenses par élève/étudiante et étudiant?

- Au Canada, en 2009, le montant des dépenses par élève au primaire était de 8933 dollars; pour les élèves du secondaire, il était de 9774 dollars; et pour les étudiantes et étudiants du tertiaire, il était de 22 475 dollars. Dans tous les cas, ces montants sont supérieurs à la moyenne pour l'OCDE et pour les pays européens. (Ces montants sont tous en dollars américains, avec parité des pouvoirs d'achat.)
- Le montant des dépenses des établissements d'enseignement par étudiante ou étudiant du tertiaire (si l'on combine les sources publiques et privées) va de 7000 dollars américains ou moins en Estonie et en République slovaque à plus de 20 000 dollars au Canada, aux États-Unis et en Suisse.
- Au Canada, les universités se livrent à un travail important de recherche-développement. Lorsqu'on exclut le coût de la recherche-développement, le montant des dépenses par étudiante ou étudiant au tertiaire est de 16 300 dollars au Canada, contre 22 744 dollars aux États-Unis. Pour tous les autres pays, le montant par étudiante ou étudiant au tertiaire est inférieur à 12 000 dollars.

Indicateur B2 – Quelle part de leur richesse nationale les pays consacrent-ils à l'éducation?

- Si l'on combine les dépenses du secteur privé et du secteur public consacrées à l'éducation au Canada, en pourcentage du PIB, elles s'élevaient en 2009 à 6,6 p. 100. Pour l'OCDE, la moyenne était de 6,3 p. 100; pour l'Europe, la moyenne était de 5,9 p. 100; et pour les États-Unis, la moyenne était de 7,3 p. 100 du PIB pour l'éducation. (Veuillez noter que, pour les autres pays, la comparaison concernait les chiffres de 2010.)
- Les dépenses consacrées à l'enseignement tertiaire s'élèvent à plus de 1,5 p. 100 du PIB dans plus de la moitié de l'ensemble des pays et dépassent 2,5 p. 100 au Canada (avec 2,7 p. 100), en Corée (avec 2,6 p. 100) et aux États-Unis (avec 2,8 p. 100).

Indicateur B3 – Quelle est la répartition entre investissements public et privé dans l'éducation?

- La répartition entre investissement public et investissement privé dans l'éducation varie grandement d'un pays à l'autre. Si l'on compare les dépenses pour l'ensemble des niveaux d'éducation, la proportion d'investissement privé dépasse 19 p. 100 au Canada, en Israël et au Mexique, 25 p. 100 en Australie, au Japon, au Royaume-Uni et aux États-Unis et 35 p. 100 au Chili et en Corée.
- Comme le taux de croissance de l'investissement privé dépasse le taux de croissance de l'investissement public, la part de l'investissement public dans les établissements d'enseignement a baissé d'au moins quatre points au Canada, en Italie, au Mexique et au Portugal et de plus de 10 points en République slovaque et au Royaume-Uni.
- La proportion de l'investissement dans les établissements du tertiaire assumée par les individus, les entreprises et les autres sources du secteur privé, y compris les paiements privés subventionnés, va de 5 p. 100 ou moins au Danemark, en Finlande et en Norvège (les droits de scolarité perçus par les établissements du tertiaire dans ces pays étant faibles ou négligeables) à plus de 40 p. 100 en Australie, au Canada, aux États-Unis, en Israël et au Japon et à plus de 70 p. 100 au Chili, en Corée et au Royaume-Uni.
- En Australie, en Autriche, au Canada, en Corée, aux États-Unis, en Israël, au Japon, aux Pays-Bas, en République tchèque, en République slovaque, au Royaume-Uni et en Suède, une proportion de 9 p. 100 ou plus de l'investissement dans les établissements du tertiaire est couverte par des entités du secteur privé autres que les ménages. Au Canada, la proportion réelle est de 23,9 p. 100.

Indicateur B4 – Quel est le montant des dépenses publiques d'éducation?

- En moyenne, dans les pays de l'OCDE, les dépenses publiques consacrées à l'éducation *tertiaire* représentent moins du quart (23,6 p. 100) du montant total des dépenses publiques consacrées à l'éducation. Dans les pays de l'OCDE et du G-20, le pourcentage varie entre moins de 16 p. 100 en Corée (15,8 p. 100) et plus de 30 p. 100 au Canada (35,4 p. 100) et en Finlande (31,8 p. 100).
- Entre 1995 et 2005, le montant des dépenses publiques consacrées à l'éducation a légèrement baissé en pourcentage du montant total des dépenses publiques, pour passer de 12,7 et à 11,8 p. 100 – à la différence de bon nombre d'autres pays de l'OCDE, où ce pourcentage a augmenté pendant la même période. En 2009, le montant des dépenses publiques consacrées à l'éducation représentait 13,2 p. 100 du montant total des dépenses publiques, contre 13 p. 100 en moyenne pour l'OCDE et 11,4 p. 100 pour les pays européens. (Les données pour le Canada concernent 2009 et non 2010.)

Indicateur B5 – Quels sont les montants des frais de scolarité et des aides publiques dans l’enseignement tertiaire?

- En 2011, les universités publiques au Canada faisaient payer en moyenne 4288 dollars de droits de scolarité au premier cycle universitaire pour chaque année du programme d’études à temps plein pour une étudiante ou un étudiant cherchant à obtenir son premier diplôme – contre 6450 dollars en Irlande, 5885 dollars au Chili et 5402 dollars aux États-Unis.

Indicateur C1 – Quels sont les effectifs scolarisés?

- En 2011, 82 p. 100 des garçons âgés de 15 à 19 ans et 85 p. 100 des filles du même âge étaient inscrits à des programmes éducatifs. Dans la plupart des pays, les effectifs sont plus élevés pour les filles que pour les garçons dans ce groupe d’âge. Au Canada (avec 78 p. 100 de garçons et 83 p. 100 de filles), en Israël, en Slovénie, dans la Fédération russe et aux États-Unis, on retrouve systématiquement un écart entre les sexes d’au moins cinq points dans les effectifs, au profit des filles.

Indicateur C2 – En quoi les systèmes d’accueil de la petite enfance se différencient-ils dans le monde?

- Les effectifs d’enfants âgés de quatre ans dans les systèmes d’enseignement pour la petite enfance vont de 95 p. 100 en Allemagne, en Belgique, au Danemark, en Espagne, en France, en Irlande, en Islande, en Italie, au Mexique, en Norvège, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni à moins de 60 p. 100 au Brésil, en Finlande et en Turquie. Le Canada et la Suisse relèvent également de ce dernier groupe (effectifs de moins de 60 p. 100) mais, comme on ne rend pas compte des effectifs des programmes intégrés pour ces pays, il est impossible de calculer le véritable niveau des effectifs, qui est probablement plus élevé que ce qui est indiqué ici.
- Pour les pays ayant des programmes « intégrés » (combinant garde d’enfants et enseignement), il est plus difficile de faire la distinction entre programmes de garde d’enfants et programmes éducatifs. Les pays de l’OCDE offrant des programmes intégrés ont également des programmes indépendants qui sont purement éducatifs. Plus de la moitié des pays de l’OCDE sont concrètement dans l’incapacité de faire la distinction entre l’éducation de la petite enfance et la garde d’enfants dans les programmes intégrés. Parmi ces pays, la plupart, dont l’Italie, le Danemark et les États-Unis, optent pour une présentation des informations dans laquelle tous les programmes relèvent de la catégorie CITE 0. Il y a une minorité de pays qui n’incluent pas leurs programmes intégrés dans la catégorie CITE 0 quand il s’agit de comptabiliser le personnel (Australie, Norvège), les dépenses (Corée) ou l’ensemble des données (Canada, Grèce, Suisse). Il convient de tenir compte de ces différences quand on cherche à tirer des conclusions des comparaisons à l’échelle internationale.

Indicateur C3 – Combien d'étudiantes et étudiants entameront des études tertiaires?

- Cet indicateur ne comprend pas de données pour le Canada.

Indicateur C4 – Qui étudie à l'étranger et où?

- En 2011, plus de la moitié des étudiantes et étudiants internationaux étaient inscrits à un programme d'enseignement du tertiaire en Allemagne, en Australie, au Canada, aux États-Unis, en France et au Royaume-Uni. En valeur absolue, ce sont les États-Unis qui accueillent le plus grand nombre d'étudiantes et étudiants internationaux, à savoir 16 p. 100 du total. Viennent ensuite le Royaume-Uni (13 p. 100), l'Australie (6 p. 100), l'Allemagne (6 p. 100), la France (6 p. 100) et le Canada (5 p. 100).
- Les étudiantes et étudiants de la France (2,0 p. 100), de l'Allemagne (3,9 p. 100) et de la Corée (4,4 p. 100) représentent les plus grands groupes d'étudiantes et étudiants internationaux de l'OCDE inscrits à des programmes dans les pays de l'OCDE. Ils sont suivis des étudiantes et étudiants des États-Unis (1,6 p. 100), du Canada (1,5 p. 100), de l'Italie (1,4 p. 100), du Japon (1,2 p. 100) et de la République slovaque (1,2 p. 100).

Indicateur C5 – La transition entre les études et la vie active : où en sont les jeunes de 15 à 29 ans?

- Certains pays arrivent mieux que les autres à offrir des débouchés aux jeunes âgés de 15 à 19 ans. En Allemagne, en Australie, en Autriche, au Brésil, au Canada, au Danemark, au Mexique, en Norvège, en Nouvelle-Zélande, aux Pays-Bas, en Suède et en Suisse, la proportion de jeunes adultes ne faisant plus d'études qui ont un emploi est d'au moins un sur deux. Au Danemark et en Islande, le taux d'emploi chez les individus âgés de 15 à 19 ans qui ne font plus d'études reste relativement élevé, en dépit des baisses qui se sont produites entre 2008 et 2011. À l'inverse, en Corée, en Espagne, en Grèce, en Hongrie et en Israël, moins d'un jeune adulte sur quatre ne faisant plus d'études a un emploi.
- Même si certains individus choisissent délibérément de travailler à temps partiel, les autres ont un travail à temps partiel parce qu'ils ne trouvent pas d'emploi à temps plein. Parmi les 15 pays pour lesquels on dispose de données concernant les individus qui ont un travail à temps partiel alors même qu'ils voudraient avoir un travail à temps plein, la Belgique, le Canada, le Chili, l'Espagne, l'Italie, la Pologne et la Suède disent que plus de la moitié des individus sont dans cette situation.
- En Australie, en Belgique, au Canada, au Danemark, aux États-Unis, en France, en Islande, en Irlande, au Japon, en Nouvelle-Zélande, en Norvège, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, on compte entre 6 et près de 10 p. 100 des jeunes âgés de 15 à 29 ans qui ont travaillé à temps partiel après leurs études.

Indicateur D1 – Combien de temps les élèves passent-ils en classe?

- Au primaire au Canada, les élèves suivaient en moyenne 919 heures par an d'enseignement obligatoire en 2011. La moyenne dans l'OCDE était de 791 heures et la moyenne en Europe était de 768 heures.
- Au premier cycle du secondaire, au Canada, les élèves suivaient en moyenne 923 heures par an d'enseignement obligatoire en 2011. La moyenne dans l'OCDE était de 907 heures et la moyenne en Europe était de 881 heures.

Indicateur D2 – Quels sont le taux d'encadrement et la taille des classes?

- Le nombre d'élèves par membre du personnel enseignant au secondaire au Canada était de 15,3 en 2011. Au niveau des universités publiques, le nombre était de 17,7. Ces deux taux sont supérieurs à la moyenne dans l'OCDE et dans les pays d'Europe.

Indicateur D3 – Quel est le niveau de salaire des enseignantes et enseignants?

- Au Canada, en début de carrière, le personnel enseignant au primaire percevait en moyenne un salaire annuel de 35 534 dollars en 2011, contre 28 854 dollars pour les pays de l'OCDE dans leur ensemble et 29 123 dollars pour les pays d'Europe. Aux États-Unis, au primaire, les enseignantes et enseignants débutants gagnaient en moyenne 37 595 dollars par an. Pour les enseignantes et enseignants du primaire ayant 15 années d'expérience, le salaire au Canada se situait à 56 349 dollars, contre 46 130 dollars pour les États-Unis, 38 136 dollars en moyenne dans l'OCDE et 38 602 dollars dans les pays d'Europe. Les salaires ne varient pas beaucoup en fonction du niveau au Canada, alors qu'ils varient nettement dans de nombreux autres pays. (Ces montants sont tous en dollars américains, avec parité des pouvoirs d'achat.)

Indicateur D4 – Quel est le temps de travail des enseignantes et enseignants?

- Au Canada, le personnel enseignant au primaire a un total net de 799 heures de contact avec les élèves selon les règlements, contre 790 heures en moyenne dans les pays de l'OCDE, 766 heures dans les pays d'Europe et 1097 heures aux États-Unis.
- Au deuxième cycle du secondaire, au Canada, le personnel enseignant a un total net de 747 heures de contact avec les élèves selon les règlements, contre 664 heures en moyenne dans les pays de l'OCDE, 635 heures dans les pays d'Europe et 1051 heures aux États-Unis.